

Traité budgétaire européen, trop tard pour dire « non »

Sur l'Europe, les Français sont trop souvent en retard, sinon d'une guerre, en tout cas d'un débat. La manifestation du Front de gauche et de Jean-Luc Mélenchon a eu lieu alors que les jeux sont faits. Elle était un baroud d'honneur, avant l'adoption du traité budgétaire européen qui sera voté par le Parlement français. Avec les voix de la droite, si nécessaire.

Les « nonistes » dénoncent un « traité Sarkozy », négocié lorsque la droite était aux affaires, et une rigueur excessive alors que les plans sociaux se multiplient. Le grief est vrai et faux à la fois. Vrai, car pas un iota de l'accord scellé cet hiver à Bruxelles n'a été

changé. Faux, parce que le sauvetage de l'euro est en bonne voie. François Hollande s'en attribue les mérites, mais cette lueur est due largement à deux Italiens et un Allemand : le président du conseil italien, Mario Monti, qui a exigé un sauvetage des banques ;

Editorial

Mario Draghi, qui a promis que la BCE ferait tout pour sauver l'euro ; enfin, le président de la Cour constitutionnelle allemande, Andreas Vosskuhle, qui a donné son feu vert au mécanisme européen de stabilité. La stratégie de sortie de crise est un paquet

global. Le Parlement français doit faire sa part. Même s'il ne se prononce juridiquement que sur la partie budgétaire, politiquement, c'est le sauvetage de l'euro qu'il valide.

Second grief des « nonistes » : la rigueur. La France s'administre un remède de cheval. La faute en revient à l'héritage de Nicolas Sarkozy et de François Fillon, mais s'explique aussi par les choix de François Hollande. Le président a décidé d'honorer ses promesses de campagne et de ne pas faire simultanément, à la différence de ses voisins latins, de réformes de compétitivité. Résultat, dans un jeu de rôle négatif, la France et ses partenaires n'ont plus pour juge

de paix que le respect du retour des déficits sous la barre des 3 % du PIB en 2013. L'assouplissement ne pourra venir que si la France met en œuvre les réformes promises pour la fin de l'année, notamment celle du marché du travail.

Instruit par le référendum de 2005, François Hollande reste pour l'instant discret sur son véritable projet européen. C'est tactiquement habile, mais pédagogiquement dommageable. A trop vouloir ruser avec l'opinion, les gouvernements finissent par se heurter au « non » des peuples lorsque ceux-ci sont consultés.

Or il va falloir rouvrir le débat. La querelle sur le pacte budgétaire empêche toute discussion sérieuse

avec les Allemands, qui ont proposé cet été d'aller plus loin dans l'intégration européenne. Ils l'avaient déjà fait en 1994 et en 2000. Et, de nouveau, les Français sont absents. L'appel à un renforcement de l'union politique reste sans réponse. Au lieu de prétendre que les offres de Berlin sont factices, mieux vaudrait prendre les Allemands au mot. La France et l'Europe ne peuvent pas jouer la montre. ■

**Lire pages 8 et 9,
et page 23 l'entretien exclusif
avec Andreas Vosskuhle,
président de la Cour
constitutionnelle allemande
de Karlsruhe**